Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

66 | 2020

Maurice Allais (1911-2010, X1931)

Maurice Allais, libéral ou socialiste ? Libéral et socialiste ?

Bertrand Munier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2787>

DOI : 10.4000/sabix.2787

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2020

Pagination : 77-85

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Bertrand Munier, « Maurice Allais, libéral ou socialiste ? Libéral et socialiste ? », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 66 | 2020, mis en ligne le 21 janvier 2021, consulté le 29 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2787> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sabix.2787>

Maurice Allais, libéral ou socialiste ? Libéral et socialiste ?¹

Bertrand Munier*

Couverture de la revue *Commentaire*,
numéro 133, printemps 2011.

Maurice Allais, prix Nobel d'économie, aura été l'un des grands savants et professeurs français du xx^e siècle. Sa disparition, en octobre 2010, a laissé un grand vide dans la vie intellectuelle française. Maurice Allais n'était en effet pas qu'un grand économiste, c'était un penseur dans bien d'autres domaines, dans lesquels il a su pourfendre beaucoup d'idées reçues, mais aussi dépasser les catégories qui rendent trop rigides le débat intellectuel. Bertrand Munier, professeur émérite, a partagé bien des moments et des aspects de la vie professionnelle et amicale de Maurice Allais pendant plus de 30 ans. Il dresse ici un portrait du savant rigoureux mais aussi du citoyen exemplaire et du libre intellectuel que fut Maurice Allais.

*« Nous restons plus convaincus que jamais de
la possibilité d'une synthèse.
En réalité, ces oppositions ne tiennent qu'aux
raidissements doctrinaux
qu'ont entraînés des années de luttes politiques,
et elles sont à mon avis plus apparentes que réelles »
Maurice Allais, 1950, « Libéralisme et
Marxisme », *Fédération*, p. 107*

* Professeur émérite des universités, ancien directeur du Département d'économie de l'ENS de Paris-Saclay, président du Conseil scientifique de la Fondation Maurice Allais sous égide de la fondation ParisTech.

1. Ce texte est paru avec quelques différences mineures dans la revue *Commentaire*, n° 133, Printemps 2011.

Né dans un milieu modeste de petits commerçants, le 30 mai 1911, Maurice Allais a vu la formation de sa personnalité scandée par trois événements majeurs : la guerre de 14-18 qui lui a enlevé trop tôt son père en 1915 ; les conséquences dramatiques de la crise de 1929, à l'occasion du voyage aux États-Unis offert à certains élèves de la promotion de l'X, expérience qui sera le ferment de sa passion pour la recherche en économie ; et l'intense activité intellectuelle qui a marqué la reconstruction économique de la France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il restera ainsi marqué tout au long de sa vie par l'iniquité des guerres, par l'importance de ne pas laisser le politique conduire l'économie de façon exclusive, et par la nécessité de découvrir ou d'approfondir les lois de l'économie pour pouvoir soulager la condition des moins favorisés et surtout leur accorder des chances de progression sociale. La force et la profondeur de ses convictions autant que les bouleversements du monde du ^{xx}^e siècle jusqu'au règne débridé de la mondialisation à partir de ce que Maurice Allais appellera la cassure de 1974, lui insuffleront un respect sans concession de la liberté d'expression, appuyée sur une pensée personnelle que l'individu doit établir de façon indépendante et rigoureuse à la fois. Dans le même passage conclusif de l'article évoqué en épigraphe du présent texte, il écrit :

« En ce qui nous concerne nous préférons rester seuls, ou presque, dans des convictions que nous considérons comme seules vraies, plutôt que de nous associer à des doctrines toutes faites, que nous ne pouvons, d'un côté comme de l'autre, ni accepter, ni rejeter en bloc ».

Ces lignes ne doivent pas être prises comme de simples déclarations de principe, mais comme de véritables règles de vie : Maurice

Allais s'est constamment tenu prêt à en payer le prix, ainsi qu'on le verra, tout au long de sa vie. Et le coût s'est en effet avéré élevé, une telle philosophie ne pouvant pas ne pas se heurter au 'politique d'abord' maurassien, à l'intolérance intellectuelle des uns ou des autres, à la violence marxiste en particulier, ou encore au 'politiquement correct' dont nous souffrons profondément. D'où l'ostracisme dont le seul prix Nobel de science économique qu'ait compté jusqu'ici² la France aura eu parfois à subir³. Mais il a retiré de cette ombrageuse indépendance un sentiment d'accomplissement personnel et un rayonnement scientifique considérable dans nombre de grands pays étrangers.

Qu'on en juge plutôt : major à la sortie de l'X en 1933, il débute comme ingénieur des mines à Nantes (1937-1943) où, démobilisé en juin 1940, il consacre son temps libre et ses nuits à la lecture des grands auteurs de l'économie (Irving Fisher, Vilfredo Pareto, Auguste et Léon Walras) puis à l'écriture en un peu plus de deux ans d'un ouvrage majeur, « À la recherche d'une discipline économique » (900 pages de format A4+ reprographiées au duplicateur à alcool en 1943 !), qui deviendra le « Traité d'Économie Pure » (1952, 1993). Directeur du Bureau de documentation minière (1943-1948), il devient professeur à l'École des mines de Paris (1944-1988) puis à l'Institut de Statistique de l'Université de Paris (ISUP, 1947-1968), directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS, 1954-1980), professeur associé à l'Université de Paris-X Nanterre (1970-1985). Membre de prestigieuses sociétés savantes et associé ou correspondant de plusieurs académies des sciences (dont celle des États-Unis) il recevra, après quatorze autres prix, le prix Nobel en 1988. Il était Grand-croix de la Légion d'honneur et Grand-croix de l'Ordre national du Mérite.

2. Depuis, Jean Tirole, Professeur à *Toulouse School of Economics*, Université de Toulouse, a reçu ce prix en 2014.

3. Gérard Debreu, élève de Maurice Allais, fut consacré lui aussi par le prix Nobel en 1983. Mais il avait alors renoncé depuis plusieurs années à la nationalité française. Il était devenu citoyen américain comme ses enfants et sa seconde femme. [Ndlr : en 2019, Esther Duflot, française ayant pris la nationalité américaine en 2012, a reçu ce prix, conjointement avec Abhijit Banerjee, son époux, et Michael Kremer.]

Le terme de *synthèse* est sans doute celui qui caractérise le mieux la personnalité et la quête intellectuelle et morale de Maurice Allais. On l'a vu dans la citation placée en exergue de ces lignes. Sa pensée économique met en correspondance non seulement les convictions du citoyen que l'on vient d'évoquer, mais aussi celles que lui conféreront ses recherches d'ingénieur dans le domaine de la physique. Sa passion de la recherche n'a jamais été désincarnée : les mesures enregistrées et l'expérience recueillie ont toujours servi de point de départ, comme aussi de point de validation, à ses recherches. En retour, ces dernières n'ont jamais été coupées de l'action économique ou politique à entreprendre. Lié dès les années 1930 au mouvement « X-Crise » de Jean Coutrot et son groupe de polytechniciens s'interrogeant sur la crise de 1929, à Alfred Sauvy comme à Auguste Detoeuf avec qui il cofondera le Groupe de recherche économiques et sociales (GRECS) au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il ne sera jamais loin, au moins de façon informelle et dans une première partie de sa vie, de ceux qui participent effectivement à cette action économique ou politique. De sorte qu'examiner la philosophie de la science et de la recherche de Maurice Allais implique d'avoir au moins une idée de sa vision de l'homme en société, de sa philosophie morale et politique ; et qu'analyser ses recherches sur les comportements économiques, recherches liées à certains aspects de sa physique, débouche sur l'action économique et politique. Ces deux lignes de force organisent donc notre exposé.

Philosophie sociale et philosophie de la science

Ce qui prime pour Maurice Allais est la tolérance de la pensée de ses adversaires et la liberté d'expression de l'opinion de chacun. A la manière du monde grec de l'Alexandrie antique, il prête à celle-ci une vertu à la fois d'accomplissement personnel mais aussi de qualité de la recherche scientifique. Et l'individu, s'il devait en venir à se voir refuser

cette liberté, serait légitimé à la défendre par tous les moyens. On est donc bien loin du soupçon d'être un homme d'ordre à tout prix qu'on a parfois fait planer sur Maurice Allais. Une anecdote confirme la mise en adéquation de ses gestes avec cette vision. En 1940, le jeune officier d'artillerie Allais est mobilisé à la frontière avec l'Italie. Ses supérieurs lui ont intimé l'ordre de ne surtout pas déplacer la batterie qu'il commande. Mais il a constaté que les tirs adverses – en position avantageuse, le mont Chaberton étant le plus élevé de la région – se montrent de mieux en mieux ajustés. Il en tire la conviction quasi-scientifique qu'ils devraient être parfaitement ajustés avant l'aube. Pendant la nuit, il fait donc déplacer la batterie... pour constater au petit matin que ses conclusions de la veille étaient justes. Un prix Nobel à venir vaut bien la violation d'un ordre...

Mais il n'y a pas de liberté sans contrainte. Il s'agit là de variables duales, qui ne peuvent avoir d'épaisseur l'une sans l'autre. Il développe longuement ce thème dans un article de la Revue française de science politique (Allais, 1952). Un Droit qui n'aurait pas de bras séculier pour le soutenir ne conférerait guère de droits. Le Droit le meilleur doit être adapté aux rapports de forces existants mais il doit aussi laisser la voie libre à une évolution de ce rapport de forces. Si un Droit bloque cette évolution, la révolution sera justifiée et l'argument de la violation du Droit préexistant par les révolutionnaires n'apportera rien : c'est une évidence, mais elle doit être acceptée. L'usage de la force est une question de dosage.

Le rejet du totalitarisme

Il faut aussi éviter l'autre totalitarisme : celui qui laisserait à chacun une liberté totale et qui serait « la dictature de tous » (p. 363). Il en résulte que le meilleur gouvernement est celui qui use du « minimum de contrainte » pour faire respecter la liberté d'opinion et d'expression, et les libertés individuelles en général. L'Autorité de l'État est donc indissociable du maintien de la liberté, mais elle

doit s'imposer de façon minimale et, à cet égard, « *toute politique de planification centrale [autoritaire] est absolument incompatible avec l'exercice normal des libertés politiques fondamentales* » (p. 366). Inversement, « *pour répondre aux objectifs qu'on lui assigne, la liberté économique doit jouer dans un cadre institutionnel convenable, sans lequel elle ne peut dégénérer qu'en anarchie. Compte tenu de l'expérience de ces dernières années, personne ne peut plus maintenant plaider la cause du laisser-faire* » (ibid.^o).

Ces positions conduiront Allais à soutenir le « planisme concurrentiel », dont Pierre Massé – l'un de ses anciens élèves – sera le penseur et l'organisateur. Ceux qui craignent qu'Allais n'ait critiqué le laisser-fairisme que par opportunisme antimondialiste dans les dernières années de sa vie en seront pour leur frayeur : Allais n'est tout simplement pas un 'ultralibéral' et ceux qui sont de cette mouvance en ont reçu confirmation à maintes reprises. Ayant accepté d'écrire un article dans une de leurs revues, la présentation d'ensemble de la version éditée induisait le lecteur à l'amalgame. Maurice Allais n'hésita pas : il contraignit les éditeurs à extraire au coup sur sa contribution au numéro de ladite revue !

La vision de la lutte sociale et du meilleur gouvernement

La recherche du meilleur gouvernement, pour Maurice Allais, ne peut pas résulter d'un simple algorithme, voire d'une simple réflexion : il doit s'agir d'un processus essai-erreur, tirant les leçons des expériences antérieures, tant des erreurs que des réussites, tout en s'appuyant sur une analyse cohérente, mais peu à peu révisée. Il ne s'agit en aucun cas ici de la transposition du tâtonnement walrassien : la mise en place de l'état de contraintes minimales se fait au fur et à mesure des expériences vécues, non d'un seul coup après avoir conduit la réflexion jusqu'à la solution retenue. Cette dernière doit conférer à l'État des droits de contrôle sur les actes des citoyens, mais pas sur les opinions. Inver-

sement, les citoyens sont dotés de droits de liberté d'opinion, mais leurs actes sont encadrés, comme on vient de le dire.

D'une telle société émergent bien entendu les problèmes politiques que toutes les sociétés connaissent : la lutte pour le pouvoir en particulier. Dans deux articles d'*Économie et Humanisme* parus durant l'été de 1946 et intitulés « Quelques réflexions sur l'inégalité, les classes et la promotion sociale », Maurice Allais développe quelques pathologies sociales et les remèdes qu'il convient de leur apporter. Pour lui, une société doit survivre grâce à la promotion de ceux qui sont les plus « capables », promotion que les « privilégiés » de quelques autres visent à empêcher pour maintenir au pouvoir ces derniers, même s'ils sont moins aptes à diriger que ceux qui aspirent à les remplacer. En ce sens, « *ce qui est pénible, ce n'est pas l'inégalité en elle-même, mais la manière dont elle se présente [...], ses modalités d'application* » (p. 358).

La notion de classe sociale est l'unité d'action de la lutte sociale pour ce pouvoir. Chaque classe sociale au pouvoir tente de maintenir un monopole sur ce pouvoir en entravant, précisément, la « capillarité » et la « promotion » sociales de ceux qui seraient susceptibles de se montrer plus efficaces dans l'exercice du pouvoir et donc de lui ravir le pouvoir. Ce faisant, la classe sociale en place entrave en même temps l'efficacité économique, puisque les élites « les plus capables » ne peuvent voir leur ingéniosité porter des fruits au sein de l'état social de contrainte minimale, et restent alors des « élites virtuelles » sans jamais devenir des « élites réelles ». La démocratie doit avoir pour objet de permettre et d'encourager cette « capillarité sociale » et de confisquer au profit de la collectivité toutes les rentes, de tout ordre, foncière, monétaire (le 'seigneurage' des économistes), intellectuelle. Et de conclure la seconde partie de l'article en affirmant qu'« *il doit ainsi y avoir gouvernement des meilleurs, c'est-à-dire aristocratie, mais accession constante de toutes*

les individualités aux fonctions dont elles sont les plus capables. Cette accession ne peut résulter de décisions arbitraires; son seul principe doit être le recours à l'expérience, c'est-à-dire à la concurrence ». Finalement, « la formule politique idéale est donc une aristocratie démocratique, ou encore une démocratie aristocratique, à base concurrentielle » (p. 498).

La gouvernance de l'Europe et de l'Euro

Cette philosophie politique s'est bien entendu heurtée frontalement au communisme – très puissant en France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, rappelons-le – dont Maurice Allais n'hésitera jamais à dénoncer la destruction des « fondements de la liberté », destruction « vérifiée empiriquement par l'histoire de l'Union soviétique » (Allais, 1951, p. 8). À cet égard, il se trouvera l'un des rares, avec Raymond Aron, à dénoncer les illusions de tant d'intellectuels français (et, dans une moindre mesure, européens) sur le fonctionnement du régime soviétique, jusqu'à Sartre proclamant au milieu des années 1950 le dépassement « avant 1960 » du niveau de vie américain par le niveau de vie soviétique. Mais il se heurtera aussi aux droites héritières de l'Action française et à beaucoup d'autres conservateurs, comme on peut le concevoir aisément, lorsqu'il expliquera que le message qu'on vient d'exposer brièvement est celui d'un « socialisme concurrentiel » (titre d'un article de 1947 dans *Fédération*), se retrouvant alors plutôt aux côtés d'un Alfred Sauvy.

De même, cette philosophie politique a conduit Maurice Allais à mener un « combat pour l'Europe ». Dès 1947, au congrès de Montreux, il présente son fameux rapport sur « les aspects économiques du fédéralisme » et, très vite (« La Révolution européenne reste à faire », 1948) il écrira que « les seules mesures qui peuvent faire de l'idée européenne autre chose qu'un attrape-nigaud [sont] l'abandon immédiat de certains droits

souverains et la constitution d'un gouvernement supranational européen » (p. 4). Et l'année suivante, à l'Institut supérieur catholique de Mons: « Notre tâche historique, c'est de faire politiquement l'Europe et de la faire sans délai, car sur le plan économique, la fédération politique de l'Europe conditionne son union économique » (p. 15). Dans cette Europe, le « planisme concurrentiel » devra être préféré, pour des raisons déjà évoquées et pour des raisons plus techniques tenant à l'économie de l'information, au « planisme autoritaire ». L'union politique permettra seule de réaliser l'une des conditions de l'efficacité économique sur un grand marché: la création d'une monnaie commune. Maurice Allais reprendra ces mêmes thèmes en 1960, dans un ouvrage plus connu, « L'Europe unie, route de la prospérité ». Et il n'en démordra pas. L'avenir, dans ce domaine, lui donnera très largement raison. Mais son opposition au traité de Maastricht au tournant du siècle sera souvent mal comprise: opposé au Traité parce qu'il passe à côté des difficultés que Maurice Allais évoquait dès 1947 et s'attache à des problèmes secondaires de façon étroitement technocratique et limitative de liberté (la dernière partie du projet de traité, sur l'écologie, les règles environnementales et de bon traitement des animaux, semblait à Maurice Allais particulièrement déplacée dans le texte d'un traité visant à établir une constitution supranationale), Maurice Allais n'est en aucun cas anti-européen, bien au contraire. Il voulait plus d'Europe et une Europe mieux conçue, rien qui ne ressemblât à l'Europe des patries, pierre de discorde parmi bien d'autres entre sa vision du monde et le gaullisme. Il se retrouvait, lors du référendum de 1962, proche de la Démocratie chrétienne du MRP – lui qui était agnostique – et des socialistes.

L'homme rationnel entre déterminisme physique et turbulences économiques

En tant qu'économiste, Maurice Allais a labouré la plupart des domaines fondamen-

taux de l'analyse économique⁴: la théorie de l'équilibre économique général, ses applications au calcul économique, la théorie du capital, la théorie des choix en avenir risqué, la théorie monétaire, la théorie des marchés. Quelques ouvrages ou articles permettent d'en avoir une vision d'ensemble (Boiteux, de Montbrial, Munier, 1986; Munier, 1991; Diemer, Lallement et Munier, 2010). On ne retiendra ici que quelques éléments qui permettent d'esquisser les implications philosophiques ou politiques de ces recherches économiques.

Ce que la littérature économique appelle le « Paradoxe d'Allais »⁵ est sans doute la contribution scientifique la plus célèbre de l'œuvre, toujours citée abondamment. Loin d'être un paradoxe au sens de ce terme en logique, il s'agit en fait d'un contre-exemple à la théorie des choix risqués retenue par Von Neumann et Morgenstern (1944) et adoptée par nombre d'économistes depuis. Cette dernière théorie – dite de « l'utilité espérée » – considère qu'un accroissement de chance de 1 % d'obtenir un résultat important à nos yeux a pour nous une valeur donnée, que nous passions de 45 à 46 % de chances ou de 99 à 100 % de chances. Maurice Allais démontre *expérimentalement* qu'il n'en est rien, le second accroissement étant valorisé bien davantage que le premier. C'est la manifestation, explique Maurice Allais, d'un accroissement contre-intuitif du besoin de sécurité humaine au voisinage de la certitude (« effet de certitude »). Cette mise en évidence a des conséquences profondes: l'aversion au risque dont nous faisons preuve résulte aussi d'une *transformation* implicite ou explicite de la distribution de fréquence observable. À titre d'exemple, les analystes auxquels se réfèrent les 'traders' des salles de marché se défient des fréquences « historiques » du cours d'une action pour en calculer la volatilité (et établir le prix d'une option d'achat sur ce titre, par exemple). Ils préfèrent se borner à

vérifier qu'au prix où la concurrence leur permet de vendre l'option en question, la volatilité 'implicite' que leur modèle d'évaluation exige pour pointer sur ce prix ne *transforme* pas trop – et surtout pas de façon trop 'optimiste' – la volatilité calculée en usant des fréquences historiques, ce qui revient en effet à accepter une transformation de ces fréquences historiques elles-mêmes. De façon plus générale, Maurice Allais montre, dès le début des années 1950, que « l'homme rationnel devant le risque » décide à l'aide de quatre outils implicites qu'une théorie proche des faits se devrait d'explicitier: 1) la transformation *non linéaire* des probabilités 2) un point de référence qu'il appelle le *capital psychologique* de l'individu 3) une fonction dite d'« utilité » (évaluation psychologique) prenant des valeurs positives à partir de ce capital psychologique et enfin 4) une forme différente de cette dernière fonction pour les gains et pour les pertes, car il y a toujours une discontinuité d'évaluation à la frontière entre gains et pertes. Or, le seul de ces éléments que Von Neumann et Morgenstern avaient pris en compte était le troisième, dont ils se bornaient à calculer l'espérance à partir des fréquences ou des probabilités objectives. Ceci signifie que, quarante ans avant Kahneman et Tversky, Maurice Allais avait découvert l'essentiel de ce qu'ils présenteront en 1992 sous le nom habilement forgé de « Cumulative Prospect Theory ». Le véritable développeur de la fonction de transformation des probabilités, en 1981, John Quiggin, aura au moins pris le soin de signaler qu'il travaillait à partir d'« une idée de Maurice Allais » citée avec précision.

Cette théorie de la décision mérite bien entendu d'être mise en perspective dynamique. Les anticipations de ce qu'il adviendra dans l'avenir n'ont alors pas de place propre, dans la vision d'Allais. Elles résultent du traitement psychologique de la mémoire des faits (des prix observés, par exemple)

4. Marcel Boiteux, Thierry de Montbrial et Bertrand Munier (dir.), *Marchés, Capital et Incertitude, essais en l'honneur de Maurice Allais*, Paris, Economica, 1986. Et Arnaud Diemer, Jérôme Lallement et Bertrand Munier, (dir.), *Maurice Allais et la science économique*, Paris, Clément Juglar, 2010.

5. [Ndlr: voir dans le présent bulletin l'article d'Eric Barthalon « Le « Paradoxe d'Allais »].

en vue d'éclairer les décisions de l'individu. Maurice Allais forge le concept de « taux d'oubli », dépendant lui-même du « taux d'intérêt psychologique », constante universelle permettant de calculer l'équivalence instantanée entre temps mécanique et temps psychologique.

Une macroéconomie spécifique avant-gardiste

C'est sur ces bases que Maurice Allais établit l'explication des fluctuations économiques, expansions et récessions. L'intérêt de son « modèle non linéaire à régulation retardée » tient au fait qu'il s'agit d'une explication *endogène* des fluctuations économiques. Et l'explication de Maurice Allais est celle d'une confrontation – divergente ou convergente – entre les variables psychologiques que l'on vient d'évoquer et la circulation monétaire. Cela peut tenir à la politique monétaire comme aussi aux variables psychologiques, celles-ci subissant l'impact de phénomènes ondulatoires prégnants au sein du monde physique. Ce qu'il appelle le « facteur X » résulte de « *phénomènes physiques, d'allure périodique, tels que la rotation diurne de la terre, le mouvement des planètes autour du soleil [...]. C'est cette structure vibratoire de l'univers physique qui constitue le facteur X* ». Ce que Maurice Allais appelle son théorème 'T' est la validation du fait qu'une somme de nombreuses fonctions de périodicités identiques mais légèrement décalées dans le temps est en fait une Loi normale. Il y a ici une interprétation du hasard qui diffère de l'explication classique de Cournot, me semble-t-il.

Cette théorie du hasard se retrouve dans la discussion de l'intervention d'Allais au colloque organisé au milieu des années 1950, sur le thème des « Modèles dynamiques en économétrie » et qui rassemblait les noms les plus prestigieux de l'époque: Fréchet, Hahn, Frisch, Klein, Goodwin, Baumol, etc. Cette discussion est très éclairante sur l'épistémologie de Maurice Allais. Dans le vocabulaire d'aujourd'hui, on peut dire que ce dernier

pense le monde comme un système complexe (de façon très avant-gardiste pour l'époque), dans lequel les techniques économétriques classiques ne peuvent être utilisées à des fins *prédictives*. Il suffit en effet d'un « changement brutal » (p. 298) de trajectoire du système pour que le fondement même de ces techniques soit remis en cause (il n'est pas sûr que nos économètres d'aujourd'hui soient à l'abri de cette critique, si même ils en tiennent compte). En revanche, la comparaison entre rétro-simulations et données passées, si elle n'établit jamais complètement la validité d'un modèle, ne saurait être un pur hasard et permet peu à peu d'acquiescer une conviction sur la validité du modèle. Mais surtout, Maurice Allais ajoute (p. 302): « *[au risque de] choquer quelques personnes, je suis personnellement tout à fait d'accord avec le professeur Frisch sur le fait que la validité d'un modèle dépend pour une grande part de la façon dont on ressent intuitivement qu'il est valide ou non. C'est là un élément très subjectif. Mais pour un économiste qui dispose d'une large expérience passée et d'un grand nombre de connaissances, cette sympathie intuitive me paraît avoir une grande importance* ».

Cette vision scientifique embrassant le monde physique et le monde économique, l'interface résidant dans la psychologie de l'homme, fonde, plus généralement, la dynamique monétaire « héréditaire, relativiste et logistique » (HRL) d'Allais. Celle-ci débouche sur le modèle d'une croissance ne recommandant aucune autre 'inflation' qu'un glissement monétaire annuel faible (p. ex. 2 %), et sur une critique profonde de la gestion monétaire de la *Federal Reserve Bank* (FRB) depuis le milieu des années 1980, qui a trop cherché à insuffler massivement des liquidités chaque fois qu'une crise potentielle était annoncée, sans qu'il y ait toujours de nécessité avérée. Personne ne formulera ces critiques avec autant de constance et de véhémence que Maurice Allais, y compris dans la grande presse et dans des ouvrages destinés à alerter l'opinion, publiés dans les années 1990-2005. Avec le recul, on ne pourra que donner ici encore rai-

son à Maurice Allais, comme le montre d'ailleurs le rapport de la *Financial Crisis Inquiry Commission* aux États-Unis (2011).

Interventionnisme et calcul économique public

Si Maurice Allais a pu ici et là être considéré comme un économiste 'libéral', c'est donc de façon très excessive. On connaît par ailleurs sa position dans son premier ouvrage, déjà cité (1943), en faveur de la nationalisation des terres, à l'image de Léon Walras. Quoiqu'il ait été l'un des initiateurs de la Société du Mont-Pèlerin, Allais n'y adhéra pas lorsqu'elle fut créée. Il aurait fallu pour cela qu'il revînt sur cette position de nationalisation des terres, comme le lui demandait Hayek. Allais refusa tout net, cette conclusion lui ayant été dictée par ses recherches et non par quelque visée doctrinale (il changea d'avis plus tard en raison des risques de totalitarisme que cette nationalisation aurait pu entraîner et proposa de socialiser la rente foncière à l'aide de l'impôt (unique et exclusif) sur le capital, comme il le développe dans son ouvrage *L'impôt sur le capital et la réforme monétaire* (1977)). Dans *Économie et Intérêt* (1947), il conclut à l'intervention de l'État en faveur des retraites des personnes âgées, le marché financier étant dans l'incapacité de régler seul cette question. Et il était farouchement opposé à la retraite par capitalisation pure. Quand on aura ajouté que plusieurs des contributions d'analyse économique appliquée de Maurice Allais ont été publiées dans des journaux de mouvements officiellement socialistes (*Les Cahiers socialistes*, *Le Populaire*, etc.) on aura compris que l'étiquette de « libéral » ne convient guère mieux que celle de « socialiste » à Maurice Allais. Il n'est ni l'un ni l'autre, ou les deux à la fois, comme il le dit dans la phrase citée en exergue de cet article.

C'est en tout cas un chercheur en avance sur son temps. On l'a montré dans le cas des choix rationnels face au risque, cela se trouve aussi dans ses recherches sur la concurrence et ce que l'on appellerait aujourd'hui les 'microstructures des marchés'.

Concurrence et microstructures des marchés

C'est à la suite de ses travaux sur les options de la politique tarifaire dans les transports (1964) que Maurice Allais, s'étant trouvé confronté à la difficulté de saisir le coût marginal et à la validité des hypothèses de convexité des fonctions de coût total, a compris qu'il fallait élargir la notion de marché et d'équilibre de marché. C'est pour n'avoir qu'un prix unique à l'équilibre que le modèle walrassien recourt à la notion – plutôt difficile à justifier pour des marchés réels, sur lesquels le commissaire-priseur est une fiction trompeuse – de « tâtonnement ». Ce programme de recherche, entamé à un congrès à Milan en 1967, s'achèvera par la « Théorie générale des surplus » (1981). Il considère les marchés comme des marchés de gré à gré, où un prix est défini à chaque transaction entre partenaires commerciaux. Il n'y a alors de 'prix de marché' que statistique. Ici, Maurice Allais apparaît comme un précurseur des analyses de microstructures de marché amorcées en finance et qui ont essaimé ensuite dans l'analyse économique, chaque 'technologie' de marché ayant des propriétés plus ou moins précises.

La signification de la concurrence se trouve affectée par l'analyse d'Allais. Le rôle des prix est en effet beaucoup moins important sur de tels marchés que sur un marché walrassien. Au voisinage de l'optimum parétien, la perte de bien-être résultant d'éventuelles distorsions de prix relatifs y est même du second ordre, la concurrence ayant surtout un effet bénéfique grâce à l'émulation de la compétition. La conséquence immédiate est que les distorsions dues aux tarifs douaniers sont désormais peu importantes, contrairement à la théorie néo-classique du commerce international, dans laquelle cette question est centrale.

Implications internationales

La « cassure de 1974 » et la mondialisation effrénée qui s'en est suivie a donc eu sur Maurice Allais un effet d'autant plus fort qu'il venait de s'apercevoir que s'attacher à l'excès à l'idée de prix « de marché » ayant des pro-

priétés duales pour conduire une économie vers un optimum parétien pouvait avoir un caractère un peu illusoire. En 1971 déjà, dans l'ouvrage consacré à *La libéralisation des relations économiques internationales : accords commerciaux ou intégration économique ?*, Maurice Allais montrait une certaine réserve sur la théorie du commerce international qui plaide, au nom de l'efficacité économique et de la mesure que l'on peut en donner sur un marché walrassien, pour l'ouverture *totale* des frontières au commerce et aux mouvements de capitaux internationaux. L'écart croissant constaté entre les commentaires de la presse et les convictions affichées par les grands organismes internationaux tels que la Banque mondiale ou l'OMC s'explique, à ses yeux, par l'écart entre la vision walrassienne des marchés et les marchés réels, plus proches des marchés de gré à gré que du marché walrassien. Pour lui, autant l'ouverture peut avoir un effet heureux dans un ensemble régional de structure économique homogène, autant l'impact en est douteux lorsqu'il s'agit de relations inégales entre pays à structures économiques trop différentes. Cela le confortait donc dans l'importance d'une Europe unie, politique, culturelle (cet aspect lui paraissait décisif) et économique, à structure fédérale et nantie d'un tarif extérieur commun substantiel. Il ajoutait qu'il conviendrait que chaque pays puisse assurer une certaine sécurité alimentaire en même temps qu'une ouverture au commerce international. Là encore, nulle trace d'une idéologie quelconque, mais un recul par rapport à l'analyse économique trop vite, trop sommairement ou trop naïvement appliquée.

Un économiste libre

S'il fallait absolument, pour satisfaire à une mode devenue excessive, classer Maurice Allais dans une catégorie, on serait bien ennuyé. Pourrait-il être qualifié de libéral voire ultralibéral ? Ou plutôt utilitariste ? Ou plutôt socialiste ? Ou libéral-social ? Ou encore néolibéral ? Ou n'est-il rien de tout cela ?

Comme on pense l'avoir montré dans ce texte, il n'est pas libéral dans un sens strict, encore moins 'ultralibéral'. Rappelons simplement ici que l'intervention de l'État est explicitement demandée pour toutes les confiscations de rentes de toute sorte (foncière, monétaire, etc.), pour la répartition des revenus et les retraites, comme on l'a vu. Utilitariste ? Son élitisme, son obsession de l'individu et de ses libertés, ajoutés à son analyse économique, pourraient le faire considérer comme tel. Mais son très grand souci de l'équité et de la répartition des revenus, hérité sans doute pour partie de ses origines sociales, son obsession de la « capillarité sociale », feraient plutôt pencher du côté d'un Rawls et du voile d'ignorance comme base de la théorie de la justice... Socialiste, alors, Maurice Allais ? Par certaines publications, par le souci de l'équité, de la répartition des revenus, de l'intervention de l'État dans plusieurs domaines importants, le moindre n'étant pas celui du commerce international et de la régulation des marchés des capitaux, on pourrait très sérieusement y penser. Mais son analyse et son approbation de l'économie de marchés (le pluriel est important), son souci farouche des libertés individuelles et bien d'autres aspects encore, limiteraient sérieusement cette qualification dans le cas de Maurice Allais. L'étiquette de libéral-social ne convient guère non plus, du fait de l'interventionnisme qu'il revendique sur plusieurs points ; néolibéral est beaucoup trop vague, tout comme libéral-interventionniste, car une énorme majorité d'économistes d'aujourd'hui sont dans ce cas.

Maurice Allais est un économiste libre, dont seule la réflexion scientifique, au-delà de l'équation personnelle, explique les choix. Un véritable économiste ne commence pas par choisir une étiquette idéologique. La leçon de vie que Maurice Allais nous a donnée mériterait d'être davantage enseignée et répandue.